

Droit Administratif

SOUS LA DIRECTION DE JEAN-BERNARD AUBY, Professeur à l'Université de Paris-II, Directeur du Juris-Classeur Administratif
COMITE DE RÉDACTION : MICHEL BAZEX, Professeur de droit public à l'Université de Nanterre-Paris-X
 PAUL LIGNIÈRES, Avocat à la Cour (Landwell et Associés)
 MARTINE LOMBARD, Professeur à l'Université Panthéon-Assas-Paris-II
 ALAIN MÉNÉMÉNIS, Conseiller d'État
 Professeur associé à l'Université Paris-XII

42^e ANNÉE - N° 4 - AVRIL 2003
 Chronique 7
 Commentaires 81 à 98
 Pratiques 4
 Actualités 25 à 32



JurisClasseur
 Groupe LexisNexis



LA LOI CONSTITUTIONNELLE RELATIVE À LA DÉCENTRALISATION PRÉSENTATION GÉNÉRALE

(page 6) **par Jean-Bernard AUBY**
 Professeur à l'Université de Paris II

ASPECTS FINANCIERS

(page 10) **par Étienne DOUAT**
 Professeur à l'Université de Montpellier I

PRATIQUES : Convention domaniale ou délégation
 de service public : comment choisir ?

CE Dans la sélection des Commissaires du Gouvernement :

- 86** Non-application de la Convention de Schengen en dehors du territoire européen (page 24)
- 90** Indemnités non versées pendant les congés de longue maladie ou de longue durée (page 29)
- 96** Indemnisation des porteurs d'emprunts russes (page 36)

COMMENTAIRES

81 COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Les collectivités territoriales bénéficient-elles des droits reconnus par la Convention EDH ? (page 16)

82 CONTRATS

Conséquences de l'annulation d'un acte détachable d'un contrat (page 18)

84 PRESSE

Inconventionnalité du régime d'interdiction des publications étrangères (page 21)

88 FONCTION PUBLIQUE

Régime du licenciement pour insuffisance professionnelle en fin de stage (page 26)

91 POLICE

Gardes du corps d'hommes politiques et port d'armes (page 32)

98 URBANISME

Suspension en référé de la révision d'un POS (page 38)

Voir sommaire page 2

SOMMAIRE

Actualités	n° 25 à 32	Quelles sont les indemnités qui doivent être maintenues pendant les congés de longue maladie ou de longue durée ? Note CE, Note Antony Taillefait	n° 90
CHRONIQUE			
La loi constitutionnelle relative à la décentralisation	chron. 7		
COMMENTAIRES			
COLLECTIVITÉS LOCALES (page 16)			
<i>Règles générales</i> : Les collectivités territoriales bénéficient-elles des droits reconnus par la CEDH ? Note Vincent Tchen	n° 81	POLICE (page 32)	
CONTRATS (page 18)		<i>Polices spéciales</i> : Les gardes du corps de personnalités politiques peuvent-ils être armés ? Note V. H.	n° 91
<i>Délégations de service public</i> : Sur les conséquences de l'annulation d'un acte détachable de la passation Note Alain Ménéménis	n° 82	PROCÉDURE (page 33)	
<i>Marchés publics</i> : Le juge du contrat ne peut en général pas annuler les actes pris dans l'exécution du marché Note Alain Ménéménis	n° 83	<i>Exécution des jugements</i> : La fin du principe d'intangibilité de l'ouvrage public Note CE ...	n° 92
CULTURE ET COMMUNICATION (page 21)		<i>Questions préjudicielles</i> : Réciprocité d'application des traités : le renvoi au ministre des Affaires étrangères incompatible avec la Convention européenne des droits de l'Homme	n° 93
<i>Presse</i> : Le Conseil d'État confirme l'inconventionnalité du régime d'interdiction des publications étrangères Note Vincent Tchen	n° 84	<i>Référés</i> : Un certificat d'urbanisme peut-il faire l'objet d'une suspension ?	n° 94
ÉTABLISSEMENTS ET ENTREPRISES PUBLICS (page 23)		Le refus de prolonger une licence de transport aérien entre-t-il dans le champ du référé-liberté ?	n° 95
<i>Entreprises publiques</i> : Situation des personnels de la Banque de France Note CE	n° 85	RESPONSABILITÉ (page 36)	
ÉTRANGERS (page 24)		<i>Régimes législatifs</i> : L'indemnisation des porteurs d'emprunts russes Note CE	n° 96
<i>Entrée et séjour</i> : Non-application de la Convention de Schengen en dehors du territoire européen Note CE	n° 86	SANTÉ (page 37)	
La notion d'ascendant à charge d'un ressortissant français Note CE	n° 87	<i>Éthique biomédicale</i> : L'importation de "cellules souches pluripotentes humaines d'origine embryonnaire" peut être autorisée	n° 97
FONCTION PUBLIQUE (page 26)		URBANISME (page 38)	
<i>Recrutement</i> : Le régime du licenciement pour insuffisance professionnelle en fin de stage Note Martin Mankou	n° 88	<i>Plans d'urbanisme</i> : À propos de la suspension en référé de la révision d'un POS Note CE ...	n° 98
<i>Rémunérations</i> : Les critères d'attribution de la "NBI" Note CE	n° 89	PRATIQUES (page 40)	
		<i>Convention domaniale ou délégation de service public</i> : comment choisir ?	
		Par Paul Lignièrès, Max Mbouhou, Françoise Bilong	n° 4
		Table du nom des requérants	p. 39
		VEILLE LÉGISLATIVE	p. 41

Index général

" J " renvoie à de la Jurisprudence, " T " renvoie à des Textes, " A " renvoie aux Actualités

Collectivités locales .....	.81-J, T. p. 41	Entreprises publiques .....	.85-J	Procédure .....	.92-J, 93-J
Concurrence	T. p. 41	Étrangers .....	.86-J, 87-J	Référés .....	.94-J, 95-J
Contrats .....	.2-J, 83-J	Fonction publique .....	.88-J, 89-J, 90-J	Responsabilité .....	.96-J, 31-A
Culture et communication .....	.84-J	Marchés publics .....	.83-J, T. p. 41, 26-A, 29-A	Santé .....	.97-J
Domaine	T. p. ?, 25-A, 27-A	Police .....	.91-J	Urbanisme .....	.98-J, T. p. 41, 25-A, 32-A